



**FORMULE F-2 :**

**REQUÊTE EN DÉLIVRANCE  
D'UNE ATTESTATION D'HONORABILITE**

(FORMULAIRE À L'ATTENTION DES PERSONNES MORALES)

**INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES**

Le transport professionnel de personnes est régi par la loi sur les taxis et les voitures de transport avec chauffeur du 13 octobre 2016 (RS/GE H 1 31 - LTVTC) et son règlement d'exécution du 21 juin 2017 (RS/GE H 1 31.01 - RTVTC).

La présente formule vise la délivrance d'une attestation d'honorabilité (art. 23 al. 2 LTVTC et 36 al. 4 RTVTC). Elle est requise pour la délivrance d'une immatriculation pour un véhicule destiné au transport de personnes, lorsque celle-ci n'a pas été sollicitée dans les 3 mois suivant l'obtention d'une carte professionnelle de chauffeur ou d'une autorisation d'usage accru du domaine public.

**1. RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'IDENTITÉ DE L'ENTREPRISE**

Raison sociale : .....

Forme de l'entreprise : .....

Numéro fédéral : CH - .....

Siège : .....

.....

Numéro de téléphone : .....

Adresse e-mail ou fax : .....

**REPRÉSENTANT/S DE L'ENTREPRISE**

La rubrique 2 *infra* doit, en tous les cas, renseigner les coordonnées de la/des personnes ayant le pouvoir d'engager valablement l'entreprise, selon les pouvoirs de signature figurant au registre du commerce de l'entreprise (si celle-ci ne peut être engagée que par une signature collective à trois ou plus, merci d'imprimer la présente page en autant d'exemplaires qu'il n'en faut pour renseigner les données des sociétaires disposant de ce pouvoir de signature).

**2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU/X REPRÉSENTANT/S DE L'ENTREPRISE**

**2.1. Principal représentant de l'entreprise et personne de contact :**

Nom (s) : .....

Prénom (s) : .....

Fonction au sein de l'entreprise : .....

Date de naissance : ..... Lieu de naissance : .....

Adresse de domicile : .....

.....

Adresse e-mail : .....

Numéro de téléphone : .....

**2.2 Représentant en cas d'absence du représentant mentionné sous ch. 2.1 *supra* (si l'entreprise compte plus d'une personne) :**

Nom (s) : .....

Prénom (s) : .....

Date de naissance : ..... Lieu de naissance : .....

Fonction au sein de l'entreprise : .....

Adresse de domicile : .....

.....

Adresse e-mail : .....

Numéro de téléphone : .....

### CONDITION RELATIVE À L'HONORABILITÉ

La rubrique qui suit (n° 3 *infra*) a trait à l'honorabilité des personnes pouvant valablement engager la société requérante. Sont considérés comme tel :

- **l'ensemble des associés** lorsque l'entreprise est une société simple, une société en nom collectif ou une société en commandite (à l'exception de celle ne disposant d'aucun pouvoir de signature);
- **le président de la société et la personne exerçant la direction de la société** (s'il ne s'agit pas de la même personne), lorsque l'entreprise est une société anonyme, une société à responsabilité limitée ou une société coopérative.

Merci donc de bien vouloir imprimer autant d'exemplaires des pages 3 à 5 qu'il n'en faut pour renseigner l'autorité sur l'honorabilité des personnes concernées.

### 3. RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'HONORABILITÉ

Nom et prénom de la personne dont l'honorabilité doit être examinée :

.....

**3.1** La personne concernée fait-elle actuellement l'objet d'une **procédure pénale pendante** en Suisse ou à l'étranger ?

NON → passer directement à la question 3.2 *infra*.

OUI, dans ce cas, merci de renseigner les champs suivants :

**3.1.1** Pays dans lequel la procédure est actuellement pendante (s'il s'agit de la Suisse, veuillez préciser le canton) :

.....

**3.1.2** Autorité en charge de la procédure concernée (par exemple, à Genève : Ministère public, Tribunal de police, Tribunal correctionnel, Tribunal criminel) :

.....

**3.1.3** Numéro de référence de la procédure si celle-ci se tient devant une autorité suisse :

.....

**3.1.4** Infractions reprochées et bref descriptif des faits :

.....

.....

.....

.....

Merci de renseigner les éventuelles procédures pénales pendantes supplémentaires sur une annexe.

**3.2** Le requérant fait-il actuellement l'objet d'une **procédure administrative pendante** en Suisse ou à l'étranger pour des infractions liées à l'activité visée par la présente requête, soit en particulier des infractions aux prescriptions en matière de circulation routière, de transport professionnel de personnes ou d'équipement des véhicules (**y compris celles prononcées par le PCTN** ou commises dans le cadre privé) ?

NON → passer directement à la question **3.3** *infra*.

OUI, dans ce cas, merci de renseigner les champs suivants :

**3.2.1** Pays dans lequel la procédure administrative est actuellement pendante (s'il s'agit de la Suisse, veuillez préciser le canton) :

.....

**3.2.2** Autorité en charge de la procédure concernée (par exemple, à Genève : direction générale des véhicules) :

.....

**3.2.3** Numéro de référence de la procédure si celle-ci se tient devant une autorité suisse :

.....

**3.2.4** Infractions reprochées et bref descriptif des faits :

.....

.....

.....

.....

Merci de renseigner les éventuelles procédures administratives pendantes supplémentaires sur une annexe.

**3.3** La personne concernée a-t-elle fait l'objet, **dans les 5 ans précédant le dépôt de la présente requête, d'une ou plusieurs condamnation/s pénale/s** en Suisse ou à l'étranger ?

NON → passer directement à la question **3.4** *infra*.

OUI, dans ce cas, merci d'indiquer, pour chaque condamnation pénale (y compris celle/s ressortant de l'extrait du casier judiciaire), le nom de l'autorité ayant prononcé la condamnation, la date de l'ordonnance ou du jugement pénal, la/les infraction/s retenue/s, ainsi qu'un bref descriptif des faits :

1. ....

.....

.....

.....

2. ....  
.....  
.....

3. ....  
.....  
.....

Merci de renseigner les éventuelles condamnations pénales supplémentaires sur une annexe.

**3.4** La personne concernée a-t-elle fait l'objet, **dans les 5 ans précédant le dépôt de la présente requête, d'une ou plusieurs décision/s administrative/s**, en Suisse ou à l'étranger, pour des infractions liées à l'activité visée par la présente requête, telles que précisées sous ch. 3.2, *supra* (**y compris celles prononcées par le PCTN** ou commises dans le cadre privé mais à l'exception des contraventions) ?

NON → passer directement à la **rubrique 4** *infra*.

OUI, dans ce cas, merci d'indiquer, pour chaque décision administrative, le nom de l'autorité ayant prononcé la décision, la date de la décision, la/les infraction/s retenue/s, ainsi qu'un bref descriptif des faits :

1. ....  
.....  
.....

2. ....  
.....  
.....

3. ....  
.....  
.....

Merci de renseigner les éventuelles décisions administratives supplémentaires sur une annexe.

#### 4. LISTE DES PIÈCES À PRODUIRE

- Copie de la/des **pièce/s d'identité** en cours de validité de la/des personne/s ayant le pouvoir d'engager valablement l'entreprise;
- Extrait du **registre du commerce** de l'entreprise datant de moins de 3 mois;
- Extrait original **du casier judiciaire suisse** de la/des personnes ayant le pouvoir d'engager valablement l'entreprise, datant de moins de 3 mois **et**, si elle/s ne réside/nt pas en Suisse, l'extrait original du casier judiciaire du pays de domicile;
- Certificat original de bonne vie et mœurs** de la/des personne/s ayant le pouvoir d'engager l'entreprise datant de moins de 3 mois **ou**, si elle/s ne réside/nt pas à Genève, tout document équivalent;
- Copie de **l'attestation d'annonce** visée à l'article 18 al. 4 RTVTC.

#### ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par sa/leur signature/s, le/s représentant/s de l'entreprise **atteste/nt sur l'honneur que les informations contenues dans la présente formule, ainsi que les pièces produites à l'appui, sont exactes et conformes à la réalité.**

#### 5. SIGNATURE/S DU/DES REPRÉSENTANT/S DE L'ENTREPRISE

Nom, Prénom : .....

Date : ..... Lieu : .....

Signature : .....

Nom, Prénom : .....

Date : ..... Lieu : .....

Signature : .....

Nom, Prénom : .....

Date : ..... Lieu : .....

Signature : .....

Merci d'imprimer la présente page en autant d'exemplaire qu'il n'en faut pour que l'ensemble des personnes visées dans la rubrique 2 *supra* puissent dater et signer la présente requête.

### PROCÉDURE D'INSTRUCTION

La requête qui ne comporte pas l'ensemble des pièces visées sous ch. 4 de la présente formule est réputée n'avoir pas été déposée et est renvoyée à son expéditeur sans fixation d'un délai pour être complétée (art. 4 al. 3 RTVTC). Le service peut néanmoins statuer sur une requête incomplète s'il apparaît d'emblée que celle-ci devra être rejetée, même une fois complétée (art. 4 al. 4 RTVTC).